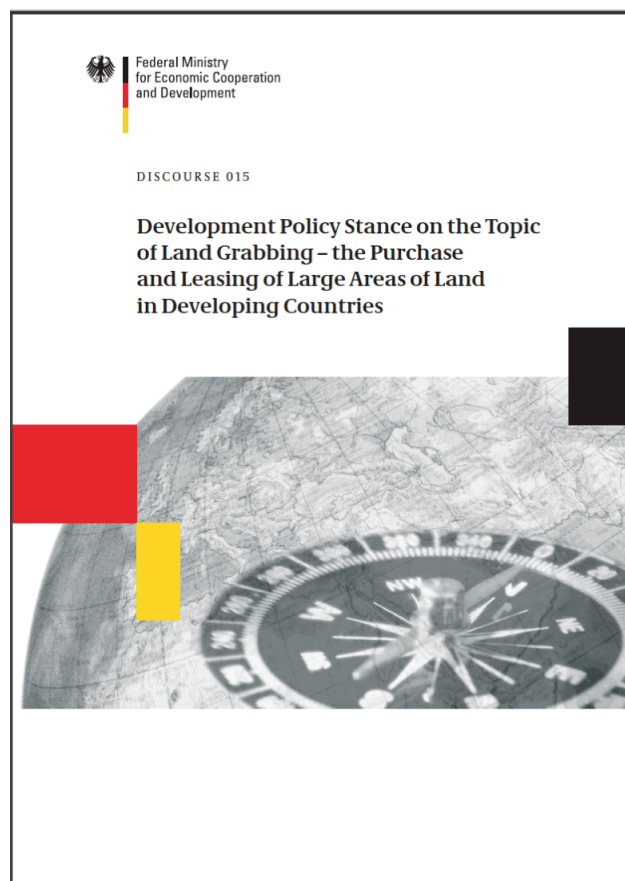


ACQUISITIONS DE TERRES À GRANDE ÉCHELLE

LES RAPPORTS GÉNÉRAUX

*Le rapport du
Ministère fédéral pour la Coopération économique et le
Développement (République fédérale d'Allemagne)*



Development Policy Stance on the Topic of Land Grabbing – the Purchase and Leasing of Large Areas of Land in Developing Countries

Rapport édité par Karin Foljanty et Jutta Wagner, et rédigé par Adolf Kloke-Lesch et Klaus Krämer.

Collection BMZ Discourses series, n° 15, Bonn, août 2009, 20 p.

Table des matières / Contents

1. The Battle for Land, a Resource that is Becoming More and More Scarce Worldwide p. 3

- The poorest developing countries, which are generally also those with the biggest governance deficits, are the worst hit. p. 4
- Information situation: many reports but a great lack of transparency p. 5
- Available figures are only the “tip of the iceberg” p. 5

2. Driving Forces – Causes and Impact Chains p. 6

- Globalisation – land is increasingly becoming a good that is also traded internationally p. 6
- New investment and speculation possibilities 7

3. Risks and Opportunities for Developing Countries 8

- Real opportunities when strict conditions are observed p. 9
- Six basic principles p. 10

4. Need for Action 12

- Ongoing processes for the elaboration of international guidelines and policies 14

Annex 15

Overview of FDI in land – as at 29 June 2009 15

Bibliography 18

Selection of media reports: 19

Présentation

Cette brève étude part du constat de la raréfaction des ressources en terre et de la compétition que cela engendre.

Comme de nombreuses autres études sur le même sujet, l'analyse de BMZ constate l'importance des surfaces concernées, l'opacité générale des négociations, la tension avec les droits locaux, la question de l'extrême pauvreté en milieu rural du Sud, la préoccupation de sécurité alimentaire. L'étude pointe les pays les plus concernés dans presque tous les continents, mais avec une forte concentration en Afrique subsaharienne. Sont donc concernés des pays à démocratie encore faible.

Le rapport souligne le changement dans le profil des investisseurs qui ne viennent plus uniquement des pays industrialisés, comme jadis.

Malgré un grand nombre d'articles et de rapports, le niveau d'information reste très faible. On se trouve en présence de la partie visible de l'iceberg.

Les causes profondes sont à rechercher dans la sécurité alimentaire, dans la production agricole pour l'énergie, dans la compétition pour l'eau (le rapport parle de *water grabs*).

La terre devient un objet de commerce international, ouvrant sur de nouveaux investissements et de nouvelles possibilités de spéculation.

Le rapport souligne ensuite les risques et les opportunités dans les pays en développement. Il propose six principes de base :

- transparence et caractère participatif des négociations ;
- reconnaissance des droits existants ;
- principe de compensation sur la base de l'évaluation de la terre cédée ;
- partage des bénéfices des investissements ;
- durabilité des projets qui ne doivent pas être réalisés au détriment des ressources de base (eau, sol, forêts, biodiversité, climat) ;
- enfin, droit des hommes à la sécurité alimentaire dans les pays cibles.

Les besoins actuels de bonne gouvernance de la politique d'investissement dans la terre passent par :

- le dialogue international sur les politiques ;
- la participation et le contrôle par la société civile ;
- une solide information de base et la transparence des négociations et des contrats ;
- le renforcement des politiques nationales ;
- l'établissement de Code de bonne conduite obligatoires pour des investissements durables ;
- un recours plus consistant au droit international.

À ce titre, le rapport renvoie aux Directives volontaires de la FAO et à celles de l'Union Européenne.

Une annexe donne une liste des principaux investissements étrangers à la date du 29 juin 2009.

Les auteurs

Rapport édité par **Karin Foljanty** (Division 314 : Développement rural, sécurité alimentaire globale) et **Jutta Wagner** (Division 114 : développement de l'éducation et de l'information),

et rédigé par **Adolf Kloke-Lesch** (Directeur Général, Politiques globales et sectorielles) et **Klaus Krämer** (Division 114 : développement de l'éducation et de l'information).

Mise en forme de la notice : Gérard Chouquer janvier 2011